



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC SPS

**Missions CSPS et d'AMO en matière d'hygiène, de
sécurité et de prévention pour les travaux de
modernisation des écluses de L'Isle-Adam et de
Pontoise sur la ROC.**











VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval

Unité territoriale d'itinéraire Seine-Nord

2 boulevard Gambetta - 60321 COMPIEGNE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Missions CSPS et d'AMO en matière d'hygiène, de sécurité et de prévention pour les travaux de modernisation des écluses de L'Isle-Adam et de Pontoise sur la ROC.
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Avec tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Reconduction	
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	6
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Intervenants	6
3.1 - Conduite d'opération	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre	6
3.3 - Contrôle technique	6
4 - Missions	7
5 - Durée et délais d'exécution	8
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	8
5.2 - Durée du contrat	8
5.3 - Délais d'exécution des tranches.....	8
6 - Prix.....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
6.2 - Modalités de variation des prix.....	8
6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches	9
7 - Garanties Financières	9
8 - Avance.....	9
9 - Modalités de règlement des comptes.....	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
9.3 - Délai global de paiement.....	9
9.4 - Paiement des cotraitants.....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
10.1 - Autorité du coordonnateur SPS	10
10.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	10
10.3 - Obligations du coordonnateur SPS.....	11
10.4 - Désignation de suppléants au coordonnateur.....	11
10.5 - Modifications techniques.....	12
10.6 - Arrêt de l'exécution des prestations	12
10.7 - Achèvement de la mission	12
11 - Développement durable.....	12
12 - Garantie des prestations.....	12
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	12
14 - Pénalités.....	13

14.1 - Pénalités de retard	13
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	13
14.3 - Autres pénalités spécifiques	13
15 - Assurances	13
16 - Résiliation du contrat	13
16.1 - Conditions de résiliation	13
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
17 - Règlement des litiges et langues	14
18 - Dérogations.....	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières concernent la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relative à l'opération de la catégorie II (phase conception et réalisation), au sens de l'article R.4532-31 du Code du travail :

Missions CSPS et d'AMO en matière d'hygiène, de sécurité et de prévention pour les travaux de modernisation des écluses de L'Isle-Adam et de Pontoise sur la ROC.

Prestations en phase Conception :

- Élaboration et gestion du Plan Général de Coordination SPS (PGC SPS), par compilation des Plan de Prévention des entreprises (PPS) extérieures cotraitantes, sous-traitantes, ainsi que les services de la maintenance et de l'exploitation de VNF.
- Élaboration et gestion du Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrages (DIUO),
- Élaboration et gestion du Registre Journal (RJ)
- Avis sur calendrier général (coactivité)
- Avis sur Plan d'Installation de Chantier
- Avis sur rapport amiantes, plomb, et espèces invasives (ex. présence rongeurs...)

Prestations en phase Réalisation :

- Organisation des inspections communes
- Participation aux réunions hebdomadaires de chantier convenues entre VNF et titulaire du marché
- Visites programmées et inopinées, avec transmission des rapports correspondants
- Élaboration d'un rapport bilan de mission (retours d'expérience)

Lieux d'exécution des travaux :

- Ecluses de L'Isle-Adam - Chemin Pierre Terver - 95290 L'Isle-Adam
- Ecluses de Pontoise - chemin de halage - 95610 Eragny-sur-Oise

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 2 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Mission CSPS établie pour les travaux sur le site des écluses de L'Isle-Adam sur la ROC, dont le chômage des 2 écluses est programmé comme suit : <ul style="list-style-type: none">- Période de chômage du grand sas de 185 m : du lun. 1er sept. 2025 au ven. 19 sept. 2025, soit 3 semaines.- Période de chômage du petit sas de 125 m : du lun. 22 sept. 2025 au ven. 31 oct. 2025, soit 6 semaines.
TO001	Mission CSPS établie pour les travaux sur le site des écluses de Pontoise sur la ROC, dont le chômage des 2 écluses est programmé comme suit : <ul style="list-style-type: none">- Période de chômage du grand sas de 185 m : du lun. 18 mai 2026 au ven. 5 juin 2026, soit 3 semaines.- Période de chômage du petit sas de 125 m : du lun. 8 juin 2026 au ven. 17 juillet 2026, soit 6 semaines.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

- Contrôler l'approvisionnement matière et la qualité des matériaux et produits mis en œuvre en ateliers et sur le site des travaux (béton, armatures, aciers, soudures, peintures...)

4 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Tranche(s)	Type de mission	Mission(s)	Désignation détaillée
TF	Conception	CONC01	Elaboration et gestion du Plan Général de Coordination SPS (PGC SPS), par compilation des Plan de Prévention des entreprises (PPS) extérieures cotraitantes, sous-traitantes, ainsi que les services de la maintenance et de l'exploitation de VNF.
		CONC02	Elaboration et gestion du Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrages (DIUO),
		CONC03	Elaboration et gestion du Registre Journal (RJ)
		CONC04	Avis sur calendrier général (coactivité)
		CONC05	Avis sur Plan d'Installation de Chantier
		CONC06	Avis des pièces relatives amiantes, plomb, et espèces nuisibles (ex. présence excréments rongeurs...)
	Réalisation	REAL01	Organisation des inspections communes préalables
		REAL02	Participation aux réunions hebdomadaires de chantier convenues entre VNF et titulaire du marché
		REAL03	Visites programmées et inopinées, avec transmission des rapports correspondants
		REAL04	Elaboration d'un rapport bilan de mission (retours d'expérience)
TO001	Conception	CONC02	Gestion du Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrages (DIUO) Constitution, tenue, actualisation et remise du document
		CONC01	Gestion du Plan Général de Coordination SPS (PGC SPS), par compilation des Plan de Prévention des entreprises (PPS) extérieures cotraitantes, sous-traitantes, ainsi que ceux des services de la maintenance et de l'exploitation de VNF. Constitution, tenue, actualisation et remise du document
		CONC03	Gestion du Registre Journal (RJ) Constitution, tenue, actualisation et remise du document
		CONC04	Avis sur calendrier général (coactivité)
		CONC05	Avis sur le Plan d'Installation de Chantier proposé par le titulaire
		CONC06	Avis des pièces relatives amiantes, plomb, et espèces nuisibles (ex. présence excréments rongeurs...)
	Réalisation	REAL01	Organisation des inspections communes préalables
		REAL02	Participation aux réunions hebdomadaires de chantier convenues entre VNF et le titulaire du marché
		REAL03	Visites programmées et inopinées, avec transmission des rapports correspondants
		REAL04	Elaboration d'un rapport bilan de mission (retours d'expérience)

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 2 ans.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 05/05/2025.

5.2 - Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

5.3 - Délais d'exécution des tranches

La durée prévisionnelle de chaque tranche est fixée comme suit :

Tranche(s)	Délai	Date de début	Date de fin	Précisions
TF	6 mois	05/05/2025	31/10/2025	Site des écluses de L'Isle-Adam
TO001	6 mois	19/01/2026	17/07/2026	Site des écluses de Pontoise

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
TO001 : Missions CSPS pour le site des écluses de Pontoise	24 mois

Les délais et dates prévisionnelles d'exécution sont les suivantes :

Intervention coordonnateur	Site de L'Isle-Adam (TF)		Site de Pontoise (TO001)	
	Date prév. de début	Date prév. de fin	Date prév. de début	Date prév. de fin
Conception	05/05/2025	14/08/2025	19/01/2026	15/05/2026
Réalisation	18/08/2025	31/10/2025	18/05/2026	17/07/2026

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix de chaque tranche d'un coefficient Cn donné par la formule:

$$C_n = \text{ING (d-3)} / \text{ING (o)}$$

Tous les prix selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.

- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Le règlement des sommes dues au coordonnateur fera l'objet d'acomptes en fonction de l'avancement des missions sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le coordonnateur et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

Pour le versement du solde, le coordonnateur adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034
- Code service : USN

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus

récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10 - Conditions d'exécution des prestations

La coordination sécurité interviendra dans les conditions définies ci-dessous.

Adresses d'exécution :

Tranche ferme - TF	Ecluses n° 6 de L'Isle-Adam	Chemin Pierre Terver - PK 28.325 95290 L'Isle-Adam
Tranche optionnelle - TO001	Ecluses n°7 de Pontoise	Chemin de halage - PK 13.420 95610 Eragny-sur-Oise

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Notification par le biais de la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

10.1 - Autorité du coordonnateur SPS

En préalable, il est précisé que le coordonnateur a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité ainsi qu'au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre le cas échéant.

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Cette information doit être confirmée par écrit. Il est aussi fait mention de ces violations dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC).

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts est consignée au RJC. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le RJC.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants du chantier est soumis au maître d'ouvrage.

10.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS

Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- Avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Élément Avant-Projet » et « Élément Projet » ;
- Le nom du ou des éventuels chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- Au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés au présent document ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- La liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Il informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes-rendus de ces réunions.

Il remet au coordonnateur tous les documents nécessaires à l'établissement :

- Du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) ;
- Du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) notamment dès qu'il est établi.

Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique ...) et en particulier :

- L'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- Les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;
- L'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail ;
- Par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- Par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- De l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44 du CCAG-Travaux.

Quant au maître d'œuvre, il doit communiquer au coordonnateur les mesures d'organisation générales du chantier. Il l'informe aussi de toutes les réunions auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle ne lui soit adressée. Le coordonnateur est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

10.3 - Obligations du coordonnateur SPS

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (articles R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire de chacun des documents suivants est consultable :

- Le Registre - Journal de la Coordination (RJC) ;
- Le Plan général de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC SPS).

Ces documents seront consultables dans le local de déroulement des réunions, mis à disposition de l'entreprise titulaire durant toute la période du chômage des écluses.

10.4 - Désignation de suppléants au coordonnateur

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur. Ainsi, le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

A la demande du maître d'ouvrage, des suppléants ont pu être désignés par le titulaire dans son offre et acceptés par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, le remplacement de la personne physique se fera par un

simple échange de courrier entre le titulaire du marché et le maître de l'ouvrage. Dans le cas contraire, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans les conditions suivantes :

- Le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa à l'article 3.4.3 du CCAG-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. Passé ce délai, le remplaçant est réputé accepté par le maître d'ouvrage, sous réserve de l'application des articles R.4532-17 à 19 et R.4532-29 du Code du travail ;
- Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la Protection de la santé des Travailleurs.

10.5 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

10.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

10.7 - Achèvement de la mission

L'intervention du coordonnateur s'achève à la levée de la dernière réserve de réception des travaux.

11 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 500,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 500,00 €.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Visites programmées ou inopinées non réalisées	Forfaitaire	500,00 €	Pénalités applicables si aucune visite programmée ou inopinée n'a été réalisé et constaté durant les périodes de chômages consécutifs sur les sites.
Document PGCSPS ou RJ ou DIUO non élaboré ou non transmis à VNF	Forfaitaire	500,00 €	Document PGCSPS ou RJ ou DIUO non élaboré ou non transmis à VNF, dans le délai limite d'une semaine avant la date de début du chômage de la première écluse de la tranche active. Les pénalités se cumulent par document précité.

15 - Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

- Attestation d'assurance de responsabilité civile en vigueur (à transmettre lors de la candidature, avant la notification).

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Amiens est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG - Prestations Intellectuelles